

## Pourquoi Barroso doit partir

*Afin de sortir de la crise de l'euro, **Sylvie Goulard**, membre de la commission des Finances du Parlement européen, plaide pour une Union renforcée. Le seul moyen de retrouver la confiance des investisseurs.*

La crise des dettes souveraines est en train de devenir une crise de confiance dans l'Europe. Les gouvernements européens ont beau dépenser des milliards pour assister les Etats défaillants, la situation s'aggrave. Et elle s'aggravera encore s'ils s'obstinent à nier que l'euro est venu couronner des décennies de construction communautaire fondée sur des institutions originales. Au lieu de se replier sur les nations, nos dirigeants devraient oser miser enfin sur ce qui nous unit ; il faut redonner à la Commission un président fort, s'appuyer sur le Parlement européen, fixer un horizon commun.

Depuis 1950, la Commission européenne incarne l'unité. Malgré le dévouement de plusieurs commissaires, elle est aujourd'hui à bout de souffle. Ce n'est toutefois pas une fatalité. Si Angela Merkel et Nicolas Sarkozy cessaient de faire semblant d'accorder à M. Barroso une confiance qu'ils lui ont retirée depuis belle lurette, un nouveau départ de l'institution serait possible. Il est ahurissant que cette option n'ait pas été envisagée. Nous avons moins besoin de 17 "règles d'or" nationales que d'une main d'acier, impartiale, pour faire respecter les engagements déjà pris par tous les Etats membres. Un président de la Commission imprégné de la culture de stabilité qui a inspiré la création de l'euro et d'indépendance d'esprit nécessaire pour libérer la croissance serait plus crédible. Pourquoi pas un Allemand ? Le dernier dans cette fonction a été Walter Hallstein, au début des années 1960. Remettre en selle la Commission serait un signal plus efficace et moins onéreux que de créer une seconde bureaucratie autour du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, comme nos dirigeants s'apprêtent à le faire !

Nul ne peut non plus croire, en 2011, que des sociétés avides d'interactivité vont accepter que le Conseil européen fasse à huis clos des choix économiques et sociaux majeurs. L'unité ne peut naître du diktat. Elle procède du débat public. Aussi est-il dangereux d'appeler "gouvernement" des réunions du Conseil européen, qui, en tant que tel, ne rend de comptes à personne. L'abus de langage ne dupera ni les analystes financiers ni les opinions publiques. La Cour constitutionnelle allemande vient de rappeler qu'en démocratie le pouvoir exécutif doit être soumis au contrôle parlementaire. Or, les parlements nationaux ne peuvent, à eux seuls, être les garants de l'unité. La Finlande vient de le prouver en exigeant unilatéralement des garanties pour aider la Grèce. Le Parlement européen élu au suffrage universel direct a vocation à jouer progressivement ce rôle, en bonne intelligence avec les gouvernements. Encore faut-il que ceux-ci jouent le jeu, au lieu de contester ses prérogatives.

Enfin, nous avons besoin d'un calendrier précis vers l'unité. Il est aussi désastreux de laisser l'horizon dans le vague que de faire miroiter pour demain le "Grand Soir fédéral". Nul ne nous demande de brûler les étapes, mais nous devrions nous rappeler où nous allons et comment. Ce ne sont pas les effets d'annonce sans suite, les menaces d'expulsion de certains pays membres ou le mépris pour les instances supranationales qui vont aider l'euro. Si nos propres gouvernements ne croyaient plus à une communauté de destin, pourquoi les investisseurs étrangers devraient-ils y croire ?